

L'une des plus grandes idées fausses en Occident est la croyance que la Chine possède une économie communiste classique -

par **Menta Alternativa**

Le chercheur chinois Zhang Weiwei affirme que l'une des plus grandes idées fausses en Occident est de croire que la Chine possède une économie communiste classique. En réalité, explique-t-il, le pays fonctionne selon une économie de marché socialiste, où l'État contrôle les secteurs stratégiques tandis que le marché favorise une concurrence commerciale intense. Ce modèle vise à équilibrer les pouvoirs politiques, sociaux et financiers au profit de la majorité, empêchant ainsi les milliardaires de dominer la vie politique comme c'est le cas dans le système occidental.

Dans un long entretien avec le journaliste géopolitique Ben Norton¹, Zhang Weiwei, sinologue et professeur à l'université Fudan de Shanghai, propose une analyse systématique du «modèle chinois», une structure politique, économique et sociale qui a permis à la Chine de devenir l'une des principales puissances mondiales contemporaines. Son analyse porte non seulement sur les mécanismes internes du système chinois, mais le compare également au modèle occidental et explore les implications géopolitiques de l'ascension de la Chine dans un monde en pleine mutation.

Zhang soutient que le système chinois repose sur trois dimensions fondamentales : politique, économique et sociale. Sur le plan politique, la Chine fonctionne selon ce qu'il appelle un «parti holistique», représenté par le Parti communiste chinois. Contrairement aux partis occidentaux, qu'il interprète comme représentant des intérêts partiels ou sectoriels, le parti chinois aspire à représenter l'intérêt général de l'État-civilisation chinois. Ce concept est essentiel : la Chine n'est pas simplement perçue comme un État moderne, mais comme une civilisation ancienne ayant maintenu une continuité politique pendant plus de deux mille ans depuis sa première unification en 221 avant notre ère.

Le leadership politique chinois repose sur un système que Zhang qualifie de «sélection et élection». Autrement dit, avant d'accéder aux plus hautes fonctions, les dirigeants doivent justifier de plusieurs décennies d'expérience administrative, d'évaluations de performance et de processus de sélection internes. Par exemple, nombre de dirigeants du Comité permanent du Parti ont auparavant gouverné des provinces de plus de 100 millions d'habitants. Selon Zhang, ce système permet de constituer une élite politique très expérimentée, contrairement aux systèmes électoraux où des dirigeants peuvent accéder au pouvoir avec peu d'expérience administrative.

Dans le domaine économique, cet universitaire décrit la Chine comme une «économie de marché

socialiste», une forme particulière d'économie mixte. L'État conserve le contrôle de secteurs stratégiques tels que la banque, l'énergie, le foncier, les mines et les télécommunications, tandis que le secteur privé évolue dans un cadre concurrentiel piloté par la planification étatique. Les infrastructures de base, notamment les réseaux numériques et de télécommunications, sont développées par l'État, et les entreprises privées tirent parti de cet écosystème pour innover et être compétitives à l'échelle mondiale.

Ce modèle a permis l'émergence de géants technologiques et commerciaux tels qu'Alibaba et de plateformes numériques qui rivalisent désormais à l'échelle internationale. Parallèlement, l'immensité du marché chinois engendre une concurrence interne extrêmement intense – appelée «juǎn» en chinois – qui stimule l'efficacité industrielle et réduit les coûts. Zhang soutient que cet écosystème industriel, particulièrement visible dans des régions comme le delta du Yangtsé, est difficilement reproductible en Occident car il est le fruit de décennies de planification conjuguées à la dynamique du marché.

Les résultats sociaux de ce système sont remarquables. D'après les données citées dans l'entretien, la Chine a sorti environ 800 millions de personnes de l'extrême pauvreté, contribuant ainsi à près de 75% de la réduction mondiale de la pauvreté, selon la Banque mondiale. Ce succès est lié à une relation particulière entre l'État et la société. Contrairement à la tradition politique occidentale, où le pouvoir d'État est souvent opposé au citoyen, le modèle chinois favorise la coopération entre les deux. Le gouvernement central dispose d'une forte capacité de réaction face aux crises, aux catastrophes naturelles ou aux problèmes sociaux, ce qui renforce la légitimité du système.

L'un des aspects les plus controversés du modèle chinois réside dans sa conception de la démocratie. Zhang critique le paradigme occidental qui oppose «démocratie» et «autoritarisme», arguant que cette définition est dominée par l'Occident. Il propose plutôt de distinguer la démocratie procédurale de la démocratie substantielle. La première renvoie aux mécanismes formels – élections multipartites, scrutins périodiques – tandis que la seconde se concentre sur le résultat final : la capacité du système à assurer une bonne gouvernance et à améliorer le bien-être de la population.

En Chine, affirme-t-il, un système appelé «démocratie populaire inclusive» est en train de se développer : un modèle dans lequel la participation citoyenne est intégrée à de multiples étapes de l'élaboration des politiques publiques. Par exemple, les projets de loi importants sont distribués aux centres communautaires et aux organisations locales afin de recueillir les avis des citoyens avant leur adoption définitive. De plus, la mise en œuvre des lois est contrôlée par des organes consultatifs et législatifs qui évaluent leur application concrète.

Zhang établit également un contraste structurel entre la Chine et les États-Unis quant à la relation entre politique et capital. Alors que le système américain repose sur un équilibre des pouvoirs au sein de la sphère politique – exécutif, législatif et judiciaire –, le modèle chinois vise à équilibrer trois forces plus vastes : le pouvoir politique, le pouvoir social et le pouvoir du capital. Selon son interprétation, le problème aux États-Unis réside dans le fait que cet équilibre a, en fin de compte, favorisé le capital, permettant aux grandes entreprises et aux milliardaires d'exercer une influence décisive sur la politique.

Ces différences structurelles se reflètent également dans le conflit économique entre les deux pays. Zhang soutient que la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump repose sur une analyse erronée de l'économie mondiale. Selon lui, les États-Unis sont bien plus dépendants de la production industrielle chinoise que la Chine ne l'est du marché américain. Les chaînes d'approvisionnement bâties au fil des décennies dans les régions industrielles chinoises forment des écosystèmes de production hautement intégrés, difficilement transposables à d'autres pays.

Sur la scène financière mondiale, ce chercheur considère la transformation du système dominé par le dollar comme inévitable. La Chine et d'autres pays du Sud cherchent des alternatives pour réduire leur dépendance au dollar, notamment depuis que Washington a utilisé des sanctions

financières comme outil géopolitique. Dans ce contexte, Zhang évoque le développement du système chinois de paiements internationaux CIPS, conçu comme une alternative au système SWIFT.

Zhang ne propose toutefois pas une rupture immédiate avec l'ordre financier actuel. Il envisage plutôt un système à plusieurs niveaux : le yuan pourrait se développer dans le commerce des biens, tandis que le dollar continuerait de dominer les marchés financiers pendant un certain temps. Ce processus s'inscrirait dans la transition vers un ordre mondial multipolaire, où différentes puissances coexisteraient sans hégémonie unique.

Enfin, Zhang établit une distinction entre la stratégie chinoise et la stratégie russe dans ce processus mondial. Tandis que la Russie se positionne comme une puissance «révolutionnaire» cherchant à renverser l'ordre international dominé par les États-Unis, la Chine se considère comme une puissance «réformatrice». Son objectif n'est pas de détruire le système existant, mais de le transformer progressivement, en s'appuyant sur ses atouts et en corrigeant ses faiblesses.

Dans ce contexte, l'universitaire soutient que la principale erreur stratégique des États-Unis – surtout sous Trump – est de tenter de revenir à un modèle mercantiliste du XIXe siècle, au lieu de s'adapter aux nouvelles réalités économiques et technologiques du XXIe siècle. La Chine, quant à elle, se revendique tournée vers l'avenir.

La conclusion de Zhang Weiwei est sans équivoque : l'essor de la Chine ne saurait s'expliquer par la seule croissance économique, mais par une combinaison unique de planification étatique, de concurrence de marché, de tradition civilisationnelle et d'expérimentation politique. Ce modèle, affirme-t-il, constitue une véritable alternative au paradigme occidental et l'une des forces motrices du nouvel ordre mondial du XXIe siècle.

source : [Mente Alternativa](#) via [China Beyond the Wall](#)

1. Benjamin Norton, dans «Géopolitique économique : Comment fonctionne le système chinois ?» Le célèbre universitaire Zhang Weiwei explique le «modèle chinois». 26 août 2025.